

Chambre des représentants

Kamer van volksvertegenwoordigers

Question Parlementaire

Parlementaire Vraag

Document : 53 2011201205556

Session / zitting :

20112012 (SO)

20112012 (GZ)

Dépôt / Geregistreerd : 19/12/2011

Auteur : MATHOT Alain

Départements interrogés Bevraagde departementen	N° de question Vraagnummer	Fin délai Einde termijn
2 V.E.M. en M. Financiën en Duurzame Ontwikkeling V.P.M. et M. Finances et Développement durable	52	17/01/2012

Le statut fiscal des expatriés. - Circulaire du 8 août 1983 (QE 488).

Le site "*Tax-advisers*" dans un article daté du 19 juillet 2011 et intitulé "La fiscalité des expatriés et de leur statut spécial: un souk?" revient sur quelques notions peu claires et une application problématique qui ressortiraient de la circulaire du 8 août 1983 garantissant un régime fiscal privilégié aux expatriés.

L'application problématique que soulève l'auteur de cet article ressort de ce que cette circulaire serait illégale en ce que, selon ses termes, ceux et celles qui s'établissent en Belgique avec femme et enfants (et qui sont des résidents fiscaux belges) sont néanmoins traités comme des non-résidents fiscaux, ce qui créerait donc, de la sorte, des "apatrides" fiscaux ne pouvant pas bénéficier des conventions dès lors qu'ils ne sont nulle part des résidents fiscaux.

Par ailleurs, l'auteur relève une application à géométrie variable, étayée par des doctrines contradictoires, de la définition de "loyer" au sens de la circulaire, point 142/3.5. Certains auteurs, dont l'article fait la mention et donne les références des écrits, incluraient contre la lettre de la circulaire elle-même, les charges communes dans la notion de loyer. Il ne fait aucun doute, à la lecture de la circulaire, que cette pratique est erronée et doit être sanctionnée.

Enfin, un troisième problème est soulevé, qui est relatif au traitement des remboursements d'impôts effectués par une société belge pour les cadres qui sont payés sur la base d'une rémunération nette. L'administration admettrait selon l'auteur, que ces remboursements puissent être considérés comme une dépense non admise (sans fiches 281.10 ou 20) et non comme une rémunération dans le chef du cadre expatrié ayant définitivement quitté la Belgique. Cette position nous paraît étonnante.

1. a) Qu'en est-il de la situation de ces apatrides fiscaux décrite par l'article et quelles seraient, le cas échéant, les régimes à leur appliquer?

b) De telles situations se rencontrent-elles dans d'autres pays européens et quelles solutions sont adoptées en la matière?

2. Quant à la définition de la notion de loyer, pouvez-vous communiquer si des contrôles ont été menés à ce sujet et si l'administration a d'ores et déjà pu tordre le cou à l'expression de cette doctrine quelque peu abusive dans sa lecture de la circulaire?

3. Jugez-vous qu'il serait opportun de repréciser les termes de cette circulaire de 1983?

4. La commission d'enquête parlementaire relative à la lutte contre la fraude fiscale a relevé dans son rapport que l'absence de coordination de revues fiscales et de commentaires administratifs à jour faisait parfois défaut. Ce cas particulier nous démontre l'utilité et l'intérêt de la recommandation n° 58 (Doc. 52 34/4, p. 256).

Quelles sont les avancées en la matière depuis la remise du rapport de la commission en mai 2009?

5. Enfin, sur le troisième problème relatif à la qualification des remboursements d'impôts effectués par une société belge pour les cadres qui sont payés sur la base d'une rémunération nette, voudriez-vous nous préciser la position de l'administration et nous indiquer ce qui motive celle-ci?

Fiscaal statuut van expats. - Omzendbrief van 8 augustus 1983 (SV 488).

In het artikel *La fiscalité des expatriés et de leur statut spécial: un souk?*, dat op 19 juli 2011 op de website www.tax-advisers.be werd gepubliceerd, wordt er dieper ingegaan op een aantal onduidelijke begrippen uit de omzendbrief van 8 augustus 1983, waarin een fiscale gunstregeling voor expats wordt uitgewerkt, en op de problematische toepassing ervan.

De auteur stelt in zijn artikel dat die omzendbrief onwettig is en dan ook bezwaarlijk kan worden toegepast. Volgens hem worden degenen die zich met vrouw en kind in België vestigen en dus hun fiscale woonplaats in België hebben, niettemin beschouwd als fiscaal niet-ingezetenen, waardoor er dus een categorie van 'fiscaal staatlozen' ontstaat, die niet onder de verdragen kunnen vallen, aangezien ze nergens een fiscale woonplaats hebben.

De auteur wijst er voorts op dat het begrip 'huur', zoals gedefinieerd in punt 142/3.5 van de omzendbrief, niet steeds op dezelfde manier wordt geïnterpreteerd in de rechtsleer. Sommige auteurs, die in het artikel met literatuurverwijzing worden vermeld, zouden, in tegenspraak met de omzendbrief zelf, de gemeenschappelijke lasten als een deel van de huur beschouwen. Volgens de omzendbrief kan dat duidelijk niet en moet die praktijk bestraft worden.

Ten slotte wordt er op een derde probleem gewezen, namelijk de behandeling van de belastingteruggaven door een Belgische vennootschap voor kaderleden die op grond van een nettoloon worden vergoed. Volgens de auteur zou de administratie aanvaarden dat die teruggaven kunnen worden beschouwd als een verworpen uitgave ??(zonder fiches 281.10 of 20) en niet als een bezoldiging van het buitenlandse kaderlid dat België definitief verlaten heeft. Dat lijkt ons een vreemd standpunt.

1. a) Kan u de in voormeld artikel beschreven situatie van die 'fiscaal staatlozen' nader toelichten? Welke stelsels zijn er in voorkomend geval op hen van toepassing?

b) Komen dergelijke situaties ook in andere Europese landen voor en hoe wordt dat probleem daar aangepakt?

2. Kan u, wat de definitie van het begrip huur betreft, meedelen of er ter zake controles werden uitgevoerd en of de administratie de niet geheel correcte interpretatie van de omzendbrief door bepaalde auteurs al heeft kunnen rechtzetten?

3. Acht u het niet wenselijk om de bepalingen in de omzendbrief van 1983 nader te preciseren?

4. In het verslag van de parlementaire onderzoekscommissie naar de grote fiscale fraudedossiers wordt er gewezen op het gebrek aan coördinatie tussen fiscale tijdschriften en up-to-date administratieve commentaren. Het voorliggende geval toont ons het nut en het belang van aanbeveling nr. 58 aan (DOC 52 34/4, blz. 256).

Welke vooruitgang werd er op dit gebied geboekt sinds het verslag van de commissie in mei 2009 werd ingediend?

5. Zou u ten slotte, wat het derde probleem betreft, namelijk de kwalificatie van de belastingteruggaven door een Belgische vennootschap voor kaderleden die vergoed worden op basis van een nettoloon, het standpunt van de administratie kunnen toelichten en meedelen waarop dat gebaseerd is?

REPONSE

1a. Le régime spécial d'imposition des cadres étrangers mis en place par la circulaire du 8 août 1983 est un régime fiscal particulier qui est octroyé sur la base d'une requête introduite par l'employeur. Ce régime n'est accordé, suite à un examen approfondi, qu'à la condition que la mise au travail en Belgique du cadre ait un caractère temporaire.

Néanmoins, lorsqu'un cadre étranger estime avoir la qualité de résident en Belgique, rien ne s'oppose à ce qu'il soit imposé à l'impôt des personnes physiques plutôt qu'à l'impôt des non-résidents; il va de soi que, dans ce cas, il n'est pas possible de lui accorder le régime spécial précité. Par ailleurs, lorsqu'un cadre étranger établit que sa résidence fiscale est située dans un pays avec lequel la Belgique a conclu une convention préventive de la double imposition, celle-ci lui est entièrement applicable.

1b. Je n'ai pas connaissance qu'une problématique telle que celle présentée dans l'article en cause se rencontre par ailleurs.

2-4. La circulaire en question précise effectivement clairement qu'on ne peut tenir compte que du loyer et des charges locatives supportées par le cadre à la décharge du propriétaire. Les charges communes d'un immeuble qui incombent au cadre ne peuvent donc pas être incluses dans les loyers. Cette disposition qui est d'application stricte sera rappelée aux services de l'administration compétents. Dès lors que la présente question parlementaire fera l'objet d'une large publicité auprès des milieux concernés et compte tenu que la circulaire en question est claire en la matière, il n'est pas utile de fournir plus de précisions.

Malgré les nombreuses tâches prioritaires qui lui incombent, mon administration met tout en œuvre pour élaborer, avec rapidité et qualité, les circulaires administratives et les instructions utiles. L'avancée principale faisant suite à la recommandation en question réside dans le fait que les travaux de mise à jour du commentaire administratif ont repris.

5. La prise en charge par l'employeur de l'impôt d'un cadre étranger constitue en principe un avantage de toute nature imposable dans le chef de ce dernier et non pas une dépense non admise dans le chef de l'employeur.

Toutefois, en ce qui concerne les cadres étrangers qui ont quitté définitivement la Belgique, il est actuellement toléré que la prise en charge par l'employeur de l'impôt calculé sur l'avantage de toute nature résultant de la première prise en charge par l'employeur de l'impôt du cadre (la prise en charge de "l'impôt sur l'impôt"), ne soit pas taxée comme il se devrait dans le chef du cadre mais soit taxée dans le chef de l'employeur à titre de dépense non admise. Cette tolérance répond à un souci de simplification administrative tant pour les contribuables que pour l'administration, et permet, pour des raisons pratiques, d'éviter de multiples régularisations en cascade. Mon administration examine la possibilité de résoudre ce problème d'une autre manière pragmatique.

Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique

Steven VANACKERE

ANTWOORD

1a. Het bijzonder aanslagstelsel van buitenlandse kaderleden uiteengezet in de circulaire van 8 augustus 1983 is een specifiek fiscaal stelsel dat wordt toegekend op basis van een door de werkgever ingediend verzoek. Dat stelsel wordt enkel na een grondig onderzoek toegekend op voorwaarde dat de tewerkstelling van het kaderlid in België een tijdelijk karakter heeft.

Niettemin, wanneer een buitenlands kaderlid meent de hoedanigheid van Belgisch rijksinwoner te hebben, is er niets dat belet dat hij eerder in de personenbelasting dan in de belasting van niet-inwoners wordt belast; het spreekt voor zich dat in dat geval het niet mogelijk is hem het voormelde bijzonder stelsel toe te kennen. Wanneer een buitenlands kaderlid bevestigt dat zijn fiscale woonplaats gelegen is in een land waarmee België een dubbelbelastingverdrag heeft gesloten, is dat dubbelbelastingverdrag voor hem volledig van toepassing.

1b. Ik heb er geen weet van dat een problematiek zoals deze in het artikel in kwestie is voorgesteld zich ergens anders voordoet.

2-4. Onderhavige circulaire stelt inderdaad duidelijk dat er enkel rekening mag worden gehouden met de huur en de door het kaderlid ter ontlasting van de eigenaar gedragen huurlasten. De gemeenschappelijke kosten van het gebouw die ten laste zijn van het kaderlid mogen geen deel uitmaken van die huurprijs. Deze bepaling, die strikt moet worden toegepast, zal in herinnering worden gebracht bij de diensten van de bevoegde administratie. Gelet op het feit dat onderhavige parlementaire vraag een ruime verspreiding zal kennen in het betreffende milieu en rekening houdende met het feit dat de circulaire in kwestie ter zake duidelijk is, is het niet nodig nog meer verduidelijkingen te verschaffen.

Ondanks haar vele prioritaire werkzaamheden stelt mijn administratie alles in het werk om op een snelle en kwalitatieve wijze de nodige administratieve circulaire en instructies op te stellen. De belangrijkste vooruitgang ten gevolge van de aanbeveling in kwestie is het feit dat de werkzaamheden voor de bijwerking van de administratieve commentaar werden hervat.

5. De tenlasteneming door de werkgever van de belasting van een buitenlands kaderlid is in principe een belastbaar voordeel van alle aard voor deze laatste en dus geen verworpen uitgave voor de werkgever.

Wat evenwel de buitenlandse kaderleden betreft die België definitief hebben verlaten, wordt er momenteel toegestaan dat de tenlasteneming door de werkgever van de belasting berekend op het voordeel van alle aard dat voortvloeit uit de eerste tenlasteneming door de werkgever van de belasting van het kaderlid (de tenlasteneming van "belasting op belasting"), niet zoals het hoort wordt belast bij het kaderlid, maar wordt belast bij de werkgever als verworpen uitgave. Deze tolerantie komt tegemoet aan een bekommernis om een administratieve vereenvoudiging door te voeren voor zowel de belastingplichtigen als de administratie en laat om praktische redenen toe opeenvolgende regularisaties te vermijden. Mijn administratie onderzoekt de mogelijkheid om dit probleem op een andere pragmatische manier aan te pakken.

Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken

Steven VANACKERE